

Caminando En marche!



Femmes pour l'eau : la résistance d'une lutte vitale

Carolina Maldonado Pinto, Cristina Ruiz Montegro, Lorena Donaire Cataldo,
Maximiliano Cortés Oyanedel et Pamela Díaz Márquez

Volume 35, numéro 2, 2021

Femmes, pandémie et luttes pour le territoire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/97511ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

ISSN

1490-0661 (imprimé)

2563-6464 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Maldonado Pinto, C., Ruiz Montegro, C., Donaire Cataldo, L., Cortés Oyanedel, M. & Díaz Márquez, P. (2021). Femmes pour l'eau : la résistance d'une lutte vitale. *Caminando / En marche!*, 35(2), 63–66.

Femmes pour l'eau : la résistance d'une lutte vitale

Par Carolina Maldonado Pinto, Cristina Ruiz Montegro, Lorena Donaire Cataldo, Maximiliano Cortés Oyanedel, Pamela Díaz Márquez. Membres du mouvement de la défense pour l'accès à l'eau, la terre et la protection de l'environnement (MODATIMA) et du groupe Femmes MODATIMA

Traduction par Alexi Hachey-Brunet et Carla Christina Ayala Alcayaga

La lutte pour l'eau au Chili a représenté un effort colossal et un combat constant pour celles et ceux qui défendent et protègent ce bien commun naturel, et c'est ce même effort qui met leurs vies en danger aujourd'hui. Or, même la pandémie n'a pas réussi à arrêter la bataille en cours pour faire de l'accès à l'eau un droit humain au Chili.

L'eau comme propriété privée : priorité aux entreprises

Le Chili est le seul pays au monde à avoir privatisé ses sources d'eau¹. Comme l'indique une étude du Centre du droit et de la gestion de l'eau de l'Université pontificale catholique du Chili (PUC), parmi 92 constitutions, celle du Chili est la seule qui stipule la propriété privée de l'eau. La Constitution de 1980, rédigée durant la dictature d'Augusto Pinochet, stipule que « les droits des particuliers sur les eaux, reconnus ou constitués conformément à la loi, en confèrent la propriété à leurs titulaires ». L'année suivante, 1981, marque la création du « Code de l'eau » qui établit la cession de l'eau à des tiers privés par le biais de droits d'utilisation². Cette situation

nous positionne finalement comme un pays où les sources d'eau ne sont plus de l'ordre du bien commun, et où la priorité d'utilisation est pour les entreprises, au détriment des territoires.

Selon le Centre de production de l'espace de l'Université des Amériques (UDLA), « des 29 001 titulaires qui possèdent un droit de consommation d'eau, 1 % des titulaires contrôlerait 79,02 % du volume total d'eau disponible au niveau national ». Pour Lorena Donaire, porte-parole et fondatrice du groupe Femmes du Mouvement de défense pour l'accès à l'eau, la terre et la protection de l'environnement (Femmes MODATIMA), « la privatisation d'un bien commun est le début de la vulnérabilisation de plusieurs droits humains et non humains fondamentaux ».

C'est de la nécessité de défendre et de récupérer l'eau pour les territoires que des initiatives ont émergé à l'échelle nationale, et qu'elles se maintiennent depuis des décennies, pour pouvoir garantir l'eau comme un droit humain et non comme une propriété privée. Le mouvement des Femmes MODATIMA est né dans la province de Petorca, un épice de la violation du droit humain à l'eau. Cette région a été profondément affectée par la férocité de la monoculture de l'avocat, laquelle a priorité d'utilisation de l'eau sur les communautés locales. Cette activité a exploité les sources et les rivières du territoire de manière démesurée.

« La privatisation est l'un des instruments les plus violents du patriarcat, dont les objectifs sont toujours de domination, pas seulement de l'eau, mais également des *cuerpas*³ d'eau. Aujourd'hui, elle a déjà achevé plusieurs rivières,

milieux humides, etc. Les *cuerpas* d'eau qui demeurent servent ensuite à enrichir une poignée d'intérêts, en majorité étrangers. Cela doit finir. Nous ne pouvons plus continuer à payer, en tant que peuples latino-américains, le coût de la colonisation et de la néocolonisation. Payer le coût de l'enrichissement des autres, pendant que s'affaiblissent nos droits », affirme Lorena Donaire.

Depuis la sécheresse des territoires, les femmes s'organisent pour renforcer leur leadership, promouvoir le pèlerinage pour l'eau, et renforcer le tissu social en faveur de la préservation de l'environnement. Elles s'accompagnent entre elles lorsque les problèmes de manque d'eau et de violence suscitent des angoisses. « Le soutien entre femmes a été fondamental. Ça nous a aidées énormément. En plus des actions que nous prenons dans la lutte pour la récupération des biens communs, nous nous réunissons pour discuter entre femmes, c'est nécessaire », déclare la porte-parole des Femmes MODATIMA.

Le Chili s'assèche, si bien que les changements climatiques ont affecté les pratiques traditionnelles des communautés et nous ne pouvons pas exclure le panorama général du modèle de production qui transforme les biens communs naturels en capital financier. Au Nord, c'est l'industrie minière, au Centre, l'agro-industrie, au Sud, l'industrie aquacole, et au *Wallmapu* (le territoire ancestral du peuple Mapuche), c'est l'industrie forestière. En Patagonie, le carbone, les hydrocarbures, l'hydroélectricité et les mines menacent la troisième réserve d'eau douce du pays. Tout cela dans des mains de sans scrupules qui placent le profit au-dessus des communautés.

Sans doute, se laver les mains pendant 20 à 30 secondes toutes les deux heures pour prévenir la contagion à la COVID-19 est un défi particulier dans une zone où la priorité d'utilisation de l'eau revient aux entreprises.

Les impacts de la privatisation de l'eau sont présents sur tout le territoire national. Il y a des décrets de pénurie hydrique dans 138 communautés ; l'eau potable manque dans 383 204 logements, et 80 % des sources du pays sont surutilisées.

C'est pourquoi nous, les Femmes MODATIMA, appelons à la fin de la privatisation et de la mercantilisation de l'eau.

COVID-19 : quand l'eau manque et les menaces aux protectrices de l'eau abondent

Actuellement, la région de Valparaíso compte le troisième plus grand nombre de cas positifs à la COVID-19, et le deuxième plus grand nombre de décès au niveau national, après la région métropolitaine. Bien que plus d'un an s'est écoulé depuis la documentation du premier cas de coronavirus au pays, une des prescriptions qui s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui est de se laver les mains. Cependant, Valparaíso est cataloguée comme « zone de catastrophe hydrique » et, en outre, les 7 provinces qui la composent ont des décrets de pénurie d'eau. Sans doute, se laver les mains pendant 20 à 30 secondes toutes les deux heures pour prévenir la contagion à la COVID-19 est un défi particulier dans une zone où la priorité d'utilisation de l'eau revient aux entreprises. La province de Pétorca, où un hectare d'avocats peut consommer quotidiennement autour de 86 400 litres d'eau, tandis qu'une personne a seulement accès à 50 litres d'eau par jour, illustre ce paradoxe.

Les institutions qui administrent les ressources hydriques ne gèrent pas la qualité et la distribution de l'eau en fonction des besoins de la population. Les communautés ne peuvent accéder à l'eau pour la consommation humaine ni s'assurer un droit aussi fondamental que celui à l'eau.

En avril de l'année 2020, devant l'insistance du gouvernement sur la mesure préventive du lavage de mains, la région de Valparaíso a statué que l'approvisionnement en eau par camion-citerne ne tombe pas sous le seuil des 100 litres par jour et par habitant-e, à partir du 8 avril 2021. La résolution fut cependant annulée à peine 8 jours plus tard. Bien que des actions légales furent prises pour que la livraison d'eau fût d'un minimum de 100 litres par jour par habitant-e, aujourd'hui, la province de Pétorca ne fournit qu'un volume de 50 litres par jour à chaque personne. Il y a certaines communautés qui reçoivent seulement 15 litres quotidiens par personne aux deux jours, alors que d'autres reçoivent 20 litres d'eau par jour, lesquels doivent être répartis pour cuisiner et effectuer toutes les tâches du foyer. « Cela nous affecte tous les jours pour cuisiner, pour la toilette de nos *cuerpas*, pour nos vêtements et pour nos légumes, de façon quotidienne et systématique », explique Cristina Ruiz, cofondatrice des Femmes de zone de sacrifice en résistance Quintero-Puchuncaví.

« Vivre ce manque d'eau, ça tue ton âme à petit feu, jusqu'à affecter aussi ton propre corps. Je n'y pense presque pas parce que ces questions me font inévitablement sentir de la peine. Ils ont provoqué tant de dommages et je sens que personne ne saisit tout ce que nous avons subi, il ne s'agit pas seulement du cas de l'eau », déclare Lorena.

En plein contexte de pandémie, les camions-citernes sont les principales sources d'approvisionnement en eau de la province de Pétorca. On relève différentes irrégularités quant aux camions, dès lors considérés comme des vecteurs de propagation de la COVID-19, mais également d'autres virus ou maladies. Même si le Règlement sur les

conditions sanitaires pour les réserves d'eau potable grâce à l'utilisation des camions-citernes établit des mesures de prévention sanitaires qui doivent être respectées, plusieurs expériences ont démontré qu'on ne s'assure pas toujours que la qualité de l'eau répond aux normes. Dans quelques cas, on ne prend même pas compte de l'inspection officielle du gouvernement ni même des résolutions sanitaires.

Au Chili, particulièrement dans la province de Pétorca, on ne viole pas seulement le droit humain de l'accès à l'eau, mais aussi celui de la qualité de l'eau. C'est ainsi que, comme exemple de l'inégalité extrême dans sa distribution, on considère inclure l'eau dans des marchés d'actions négociées à la bourse de Wall Street. Cela expose notre pays à une exploitation irrationnelle en toute impunité. Lorsqu'on prend en considération les données sur la concentration de l'eau dans le pays, il est possible de déduire qu'« une petite poignée de gens nous vole notre qualité de vie collective ».

Les menaces omniprésentes

La persécution constante, la violence, l'intimidation et les assassinats que subissent ceux et celles qui protègent la nature en Amérique latine ont situé cette région comme la zone la plus dangereuse du monde pour la militance environnementale. La pandémie ne change pas cette situation, spécialement au Chili.

Le militantisme, agité comme les eaux en mouvement, naît de l'adversité que connaissent les territoires. C'est le cas pour Verónica Vilches, qui est intégrante du groupe Femmes MODATIMA et résidente de Pétorca. Elle préside le système rural de ravitaillement en eau potable (APR), qui a pour mission d'acheminer l'eau potable aux localités

rurales. Elle est constamment menacée de mort. En février et en juin de l'année 2021, l'installation de l'APR fut vandalisée avec la phrase « Mort à Verónica Vilches ». En juin aussi, sa voiture fut incendiée à proximité de son domicile. À cette intimidation s'additionnent des tentatives de collision par des véhicules non immatriculés, la surveillance par drones volant au-dessus de chez elle et des voitures stationnées aux environs de sa maison. Elle a également été la cible de harcèlement dans le cadre de ses tâches au sein de l'APR. Un motocycliste l'a menacée en mimant un geste d'égorgeage. « Coûte que coûte, nous allons toujours poursuivre la lutte pour l'eau », dit-elle.

En parallèle, Lorena Donaire vit une situation similaire. Elle a été poursuivie par des automobiles aux vitres teintées et sans immatriculation. Au même titre que sa *compañera*, Verónica Vilches, elle a identifié des voitures stationnées aux environs de son domicile. À au moins quatre occasions, des inconnus sont entrés par effraction chez elle, en matinée, alors que la porte-parole des

Femmes MODATIMA s'y trouvait avec ses enfants. Curieusement, ils n'ont jamais rien volé, selon Amnistie Chili.

« Je me définis comme protectrice de mon territoire et des droits humains. Ce chemin n'a pas été facile, parce qu'il n'a pas seulement mis en péril ma propre vie, mais aussi celle de ceux que j'aime le plus : ma famille. Je crois et j'ai la conviction que nous pouvons générer des changements. Peut-être que nous ne verrons pas d'avancées ou, peut-être qu'elles seront minimales, mais ça vaut la peine de poursuivre pour offrir une meilleure qualité de vie aux générations futures. Nous savons que la subsistance leur sera beaucoup plus difficile. Nous luttons pour la vie et pour ne jamais avoir de regrets », déclare Lorena.

Cristina Ruiz, de Femmes en résistance, fait aussi partie du regroupement « Force socioenvironnementale en défense des territoires » où elle a participé à de nombreuses rencontres aux niveaux local, régional et national sur le droit à l'eau, les

droits environnementaux, à la vie, et les droits humains en général. Comme suite à ces engagements, depuis 2018 elle est la cible de menaces, d'actes de violence, et a été harcelée et détenue. Lors d'une détention par les *Carabineros*⁴, elle fut forcée à se dévêtir. Au début du conflit social en octobre 2019, son domicile a été surveillé sporadiquement par des militaires, qui ont même envoyé une bombe lacrymogène sur le balcon de sa maison.

Tout cela dans l'objectif de l'intimider pour qu'elle cesse ses revendications environnementales. La vie privée de la défenseuse en a été grandement affectée, et sa famille s'est vue forcée à se déplacer, à l'intérieur du pays et à l'international. « À ce moment, j'ai compris que je devais sortir immédiatement du pays, et cette fois de manière définitive, loin de l'Amérique latine, pour ne pas qu'on me retrouve morte. C'est ainsi que je suis arrivée en Suisse, à la recherche d'un asile politique, et ça fait plus d'une année et demie que ma fille et moi sommes dans l'attente d'une réponse de la part des autorités suisses », explique Cristina.



Il ne fait aucun doute que la lutte pour la réappropriation de l'eau au Chili constitue un grand risque. Néanmoins, celles et ceux qui mènent ce combat sont prêt·e·s à poursuivre jusqu'à la fin pour que l'eau puisse librement suivre son cours. Pour que la priorité d'utilisation de l'eau revienne aux communautés et aux écosystèmes. Pour que la qualité et l'accès à l'eau soient sécurisés et pour que l'eau soit considérée comme un droit humain au Chili.

Femmes MODATIMA

Nous sommes des femmes membres du mouvement « Défense pour l'accès à l'eau, la terre, et la protection de l'environnement » (MODATIMA), né dans la province de Petorca en avril 2017. À partir de notre perspective féministe inclusive, nous cherchons à faire reconnaître qu'il existe un lien entre la violence faite aux femmes et la destruction de la nature, à travers des façons de connaître et de concevoir le monde.

Nous déclarons notre mouvement comme étant anti-patriarcal et décolonial, et comme faisant partie d'une Amérique latine encore abusée et pillée par le pouvoir économique. Nous cherchons à intégrer chaque lutte, depuis les territoires, sans ségrégation, et à n'exclure personne sur la base de sa condition, de son genre, sa race, son ethnicité, ou sa religion.

Notes

1 Le Régime de retraiter des enseignantes et enseignants de l'Ontario-Canada est propriétaire de quatre entreprises de distribution et de traitement de l'eau potable au Chili (Aguas del Valle, Nuevo Sur, ESVAL, ESSBIO). Ainsi, ce fonds de pension contrôle plus d'un tiers de ce marché.

2 Derechos de Aprovechamiento de Aguas (DAA).

3 *Cuerpas* est une féminisation du mot corps. Comme il n'est pas possible de le féminiser en français, nous prenons la décision éditoriale de maintenir le terme en langue d'origine pour ne pas masquer sa performativité et ainsi escamoter le sens du message. L'usage de *cuerpas* renvoie à une résistance à l'invisibilisation des corps, du travail et de la présence politique des femmes. Dans les mots d'une des

auteurs : « La féminisation du mot corps est une manière de dénoncer le sexisme inhérent à la langue et de positionner la notion de corps comme féminine parce que c'est ce que nous sommes » (NDÉ).

4 Police chilienne (NDT)

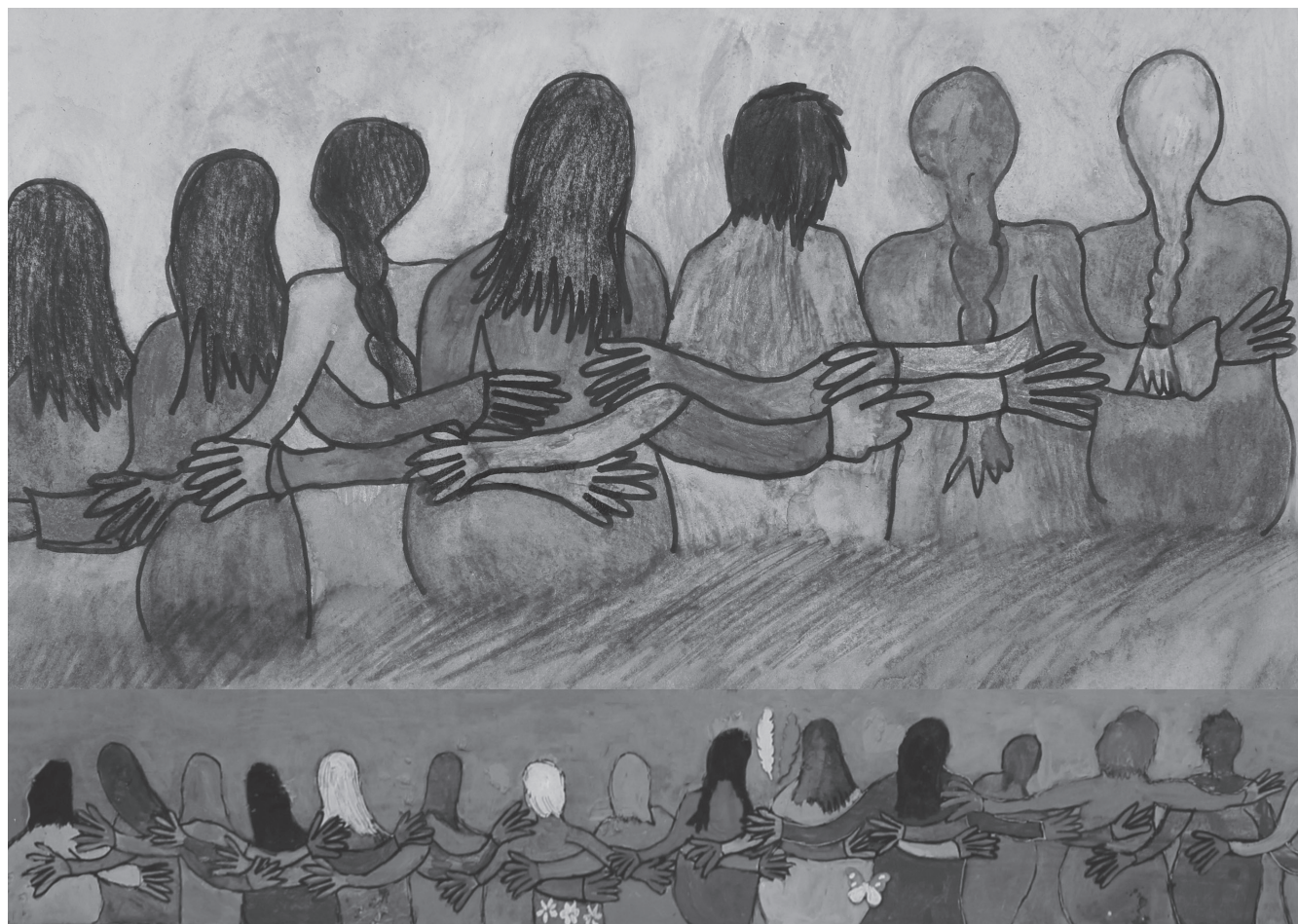


Illustration : Apapacho Caminando, Guitté Hartog, 2021